

Pouvoir d'emprunt

Un examen minutieux du budget des dépenses m'apprend qu'un montant très considérable est affecté à la publicité. Quel rapport cela a-t-il avec la création d'emplois? Passe encore si cet argent servait à investir dans l'industrie ou à aider les entreprises à vendre leurs produits. Toutefois, que ces sommes servent à promouvoir les idées fausses du gouvernement dans le pays, je trouve cela inacceptable.

Voici un autre exemple de favoritisme dans le budget des dépenses. Des sommes de 200 millions de dollars seront versées à de Havilland et à Canadair. J'ai cherché qui pouvait bien être le président de de Havilland et j'ai découvert qu'il s'agissait d'un ex-ministre du cabinet. J'ai également eu l'occasion de m'entretenir avec le président sortant de cette société qui a occupé le poste pendant peu de temps. Il a dit que tout allait à la dérive et que la société ne s'en remettrait jamais. Il a donc quitté son poste et est revenu à son ancienne entreprise de courtage en aviation. Il était président avant de quitter l'entreprise et le gouvernement l'avait nommé de nouveau à cette fonction. C'était un libéral convaincu, mais il ne pensait pas pouvoir rentabiliser la société de Havilland et il craignait qu'elle ne soit détruite. Le gouvernement s'est vraiment surpassé en ce qui concerne cette entreprise, car un ancien ministre, qui est maintenant président de cette entreprise, a-t-il les qualifications qu'il faut pour diriger une société aéronautique?

• (1620)

J'aimerais dire quelques mots du vice-premier ministre (M. MacEachen). Il a déclaré la semaine dernière qu'il ne s'agissait, somme toute, que de directives. Je me rappelle, il y a quelques années, avant mon époque, que l'Institut C.D. Howe avait publié un document dans lequel on disait «ce n'est qu'un million de dollars». Le gouvernement considère, lui, qu'un petit milliard par-ci un petit milliard par-là, ce n'est pas grand-chose. Le gouvernement n'a pas mis sur pied de programme efficace pour remettre notre économie sur les rails et résoudre le problème des emprunts. Nous serions bien d'accord si le gouvernement voulait emprunter 14 milliards de dollars pour créer des emplois, mais il n'a élaboré aucune politique officielle pour aider le pays. La dernière initiative du gouvernement a trait au programme SPIG. C'est une excellente idée, mais cela ne fait que résoudre une partie du problème. Ce programme maintiendra les taux d'intérêt à 12 p. 100. Qu'arrivera-t-il aux nouvelles industries qui ne peuvent pas payer des intérêts de 12 p. 100? Elles se lanceront en affaires pendant une période de grande expansion. Cela place le pays dans une situation très difficile lorsque les emprunts du gouvernement bloquent les marchés financiers.

Je suis inquiet pour le Canada. Je crains pour son avenir. Nous avons maintenant une dette de \$8,000 par contribuable. Jusqu'où irons-nous? Notre parti affirme pour sa part: «Arrêtez. Cela suffit.» Le gouvernement se moque de nous, mais je suis vraiment très inquiet pour l'avenir du Canada. La seule solution qui satisferait le premier ministre consisterait peut-être à transformer le Canada en pays entièrement socialiste. C'était peut-être ce qu'il voulait dès le départ et peut-être qu'il y réussira. Cependant, les Canadiens ont vu ce que le socialisme a fait à ce pays; ils n'en veulent plus et entendent se débarrasser des libéraux et de leurs acolytes de gauche.

M. Waddell: Quand, depuis la Seconde Guerre mondiale?

M. Fennell: A propos de ces acolytes, brièvement, je signale que c'est entre 1972 et 1974, quand ce groupe détenait la balance du pouvoir, que le budget du gouvernement a commencé à être déficitaire; les libéraux avaient alors une excuse pour continuer dans cette voie.

M. le vice-président: Le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Fisher) se lève-t-il pour une question?

M. Fisher: Oui, monsieur le Président. Certaines paroles prononcées hier à la Chambre me reviennent à l'esprit. Les voici: «Autant que je sache, ce sont des personnes compétentes. Je le dis en toute sincérité.» C'est le député de Lincoln (M. Mackasey) qui parlait ainsi à propos d'avocats dont le gouvernement conservateur avait retenu les services et qu'il avait payés généreusement.

M. Nowlan: Il a reçu lui-même des émoluments coquets.

M. Fisher: L'un a gagné plus de \$200,000 et l'autre plus de \$165,000.

M. Nowlan: Et il a bien réussi également après avoir quitté Air Canada. C'est la corneille qui dit au corbeau: «tête noire».

M. Fisher: Je constate pour ma part qu'il y a un énorme contraste entre l'important message contenu dans la déclaration toute simple du député de Lincoln et les paroles abominables que nous avons entendues de la bouche du député d'Ontario (M. Fennell) qui devrait avoir honte de s'être laissé emporter de la sorte. J'aimerais lui poser deux ou trois questions.

Croit-il que le contrat des F-18 a été accordé à la société McDonnell-Douglas parce qu'un libéral faisait partie de son conseil d'administration? Telle est ma première question. Deuxièmement, croit-il que nous n'aurions pas dû appuyer le projet de Havilland parce qu'un libéral fait partie de son conseil d'administration? J'aimerais qu'il nous dise quel rapport la politique peut bien avoir avec ces projets et s'il accuse ces personnes de favoritisme éhonté et le gouvernement de corruption.

M. Fennell: Monsieur le Président, je tiens à dire que certains avocats sont plus compétents que d'autres. J'estime que notre parti a très bien agi. L'avocat auquel le député fait allusion est aussi celui qui s'est occupé du déraillement de Mississauga qui a provoqué une grave situation d'urgence. Nous n'avions pas le choix à ce moment-là pour protéger le gouvernement du Canada. Quant à l'affaire McDonnell-Douglas, le contrat était alors en voie de négociation. Nous savons tous ce qui est arrivé quant au problème que pose le F-18. Les États-Unis songent à n'en commander aucun. Nous serons peut-être les seuls acquéreurs de cet extraordinaire appareil.

M. Ouellet: Non, non.

M. Fennell: Je n'ai pas dit qu'ils annulaient le contrat. J'ai dit qu'ils y songeaient. Lorsque nous avons formé le gouvernement, nous avons soulevé le problème du F-18. Sa portée est insuffisante. Voilà le problème. Ne me dites pas qu'il n'y a aucun rapport entre la présence d'un ancien ministre de la Défense au sein du conseil d'administration d'une société qui soumissionne . . .

M. Fisher: Il n'en fait pas partie.